

Classes prépas : État des lieux et perspectives

Bien qu'elles soient le cycle de formation scolaire et universitaire le plus performant - ou, précisément, parce qu'elles le sont ! - les prépas sont régulièrement la cible de campagnes de dénigrement haineux orchestrées par des populistes d'un troisième type qui ne viennent plus des extrêmes mais du milieu bien pensant. C'est ainsi que chaque année, en janvier ou en février, au moment - quelle coïncidence ! - où s'ouvre la campagne APB d'inscription dans le Supérieur, le journal « le Monde » publie un pamphlet pseudo-sociologique sur « l'Enfer des prépas ». La palme revient à Marie Despléchin dont l'article du 3 Février 2012 est une consternante anthologie de la topique anti-prépas. On y dénonce pêle-mêle l'élitisme, le conservatisme, l'individualisme, le ségrégationnisme d'une structure pathogène, voire totalitaire. « *Dans le pamphlet effaré qu'il consacre à l'école française (On achève bien les écoliers, Grasset 2006), l'Américain Peter Gumbel compare les prépas françaises à l'armée américaine en guerre, telle qu'elle est représentée dans le film Full Metal Jacket, de Stanley Kubrick. La comparaison est outrancière, mais elle est historiquement juste* ». (SIC !). Soit dit en passant, il y aurait beaucoup à dire sur l'état de l'école américaine et la sélectivité de ses grandes universités, mais là n'est pas le problème.

*

Tentons de garder notre calme et reprenons la liste des principaux griefs.

I - Commençons par le plus important. Loin de favoriser la promotion sociale, la prépa serait un instrument d'auto-reproduction de l'élite.

Il est vrai que le nombre d'élèves issus de milieux modestes y est encore trop faible (7 % contre 51 % d'enfants de cadres et de professions intellectuelles supérieures). Mais il convient de remarquer :

1 - que cette proportion n'a cessé de décroître depuis les années 50 où le nombre d'enfants d'ouvriers atteignait 29 % en prépa. Selon certains spécialistes, c'est à partir des années 80 que les prépas et les grandes écoles se ferment socialement. Or, ce sont les années de la démocratisation massive de l'enseignement secondaire : étrange coïncidence ! Se serait-elle accompagnée d'un accroissement des inégalités et d'un désintérêt pour les meilleurs élèves ? Est-ce la faute des profs de prépas s'ils ne reçoivent plus aucun dossier des établissements sensibles et si, dans lesdits établissements, les élèves désireux d'oser une prépa en sont vigoureusement dissuadés en particulier par des CO-Psy qui en brosent un tableau apocalyptique, c'est-à-dire par ceux-là mêmes qui n'ont cessé de dénoncer la fracture sociale ?

2 - que la proportion est la même dans l'enseignement supérieur non sélectif (7 % de fils d'ouvriers en master, et plus que 4,6 % en doctorat).

3 - que, depuis 2011, nous avons obligation de recruter 30 % de boursiers par classe (mesure, il est vrai, discutable puisque un enfant d'ouvrier sur deux n'atteint pas le niveau bac).

4 - qu'il ne faut pas confondre la cause et l'effet. La sociologue Marie Duru-Bellat, qui n'est pourtant pas tendre avec les classes préparatoires, a raison de souligner que ce n'est pas au niveau des prépas qu'il faut poser le problème des inégalités sociales : elles apparaissent dès la maternelle et ne cessent de se creuser au collège puis au lycée (envisage-t-on de supprimer collèges et lycées pour autant, comme c'est le cas pour les prépas ?). Bref, l'ascenseur social ne doit pas se réparer au 20^e étage, s'il n'a pas démarré au rez-de-chaussée. Si j'osais, j'irais même jusqu'à dire, fort d'une expérience pédagogique de près de 40 ans, qu'un élève issu d'un milieu modeste, une fois

admis en prépas, y réussit mieux que dans une autre structure, et que l'écart avec ses camarades s'y réduit. Mais il s'agit d'une inconvenance sociologique, j'en conviens !

II - Deuxième grief, l'« Enfer » !

La souffrance en prépa est bien réelle pour certains, mais elle ne tient pas à la prépa en tant que telle et n'est pas plus grande que la souffrance des collégiens ou des lycéens dont le mal vivre est régulièrement l'objet d'études et de préoccupations. Il existe en tout cas un autre « enfer », en apparence plus soft comme celui de Huis-Clos, mais plus redoutable : celui des amphes bondés, de l'absence de suivi et d'encadrement, du sentiment d'anonymat et d'abandon que nourrissent les étudiants à l'université qui produit bien plus de suicidaires, de dépressifs ou simplement d'aigris que nos prépas.

III - Troisième grief : les prépas feraient une ombre déloyale aux universités en les privant des meilleurs étudiants (implicite du grief : supprimons ce qui marche pour renflouer ce qui marche mal).

Aux universités de se défendre, et de proposer des filières et des formations attractives... donc sélectives ! Ce qu'elles commencent à faire très bien, d'ailleurs ! Il est désormais possible - et relativement facile - d'intégrer une grande école par admission parallèle via la fac, sur dossier ou sur concours, dont les épreuves sont vraiment « light » (où est la concurrence déloyale ?). Ces admissions parallèles représentent actuellement 45 % du total des intégrations.

Il est d'ailleurs probable qu'à terme, les grandes écoles « lâcheront » les prépas pour favoriser les universités qui, dans un contexte de mondialisation, leur sont de plus en plus indispensables pour valider leurs propres formations en masters ou en doctorats.

IV - Venons-en au troisième argument, le plus bas : celui du coût. Un étudiant de prépa coûte presque 14000 euros par an à l'Etat contre 9000 pour un étudiant à l'université.

Trois remarques :

- Ce n'est pas le coût d'un étudiant en prépa qui est élevé (il est dans la moyenne internationale et deux fois moins élevé que celui d'un étudiant aux Etats-Unis), c'est celui de l'étudiant en université qui est scandaleusement bas !

- Il faut raisonner en coût réel pour la société, car l'échec a un coût. Un étudiant en prépa scientifique ou commerciale qui a 100 % de chances d'intégrer une école revient moins cher à la collectivité que les deux tiers d'étudiants qui décrochent au niveau L2.

- Enfin, c'est un peu fort de café d'entendre cet argument de la bouche de ceux qui n'ont pas de mots assez durs pour dénoncer « les logiques comptables » et qui rappellent que la formation n'a pas de prix ! ...et qui omettent de rappeler qu'un étudiant en BTS ou en BEP qui travaille sur des machines-outils de plusieurs centaines de milliers d'euros « coûte » plus cher qu'un simple préparatoire. Mais là, bien sûr, c'est pour la bonne cause !

En revanche, le financement des études dans les grandes écoles est un vrai problème, mais, que je sache, des études de médecine ne sont pas gratuites et le système de sélection y est un pur scandale.

*

Toutefois, il existe un avantage que personne ne conteste : l'entière gratuité des études en classes préparatoires. (Pourquoi, il est vrai, payer pour l'enfer ?) Gratuité ? Pas pour longtemps, semble-t-il, nous allons le voir.

Sur la base du rapport du député PS Jean-Yves LE DEAUT remis au premier ministre le 14 Janvier dernier, la ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche prépare une vaste loi qui doit remplacer la loi LRU de 2007, et qui prévoit, entre

autres, le rattachement juridique des classes préparatoires à l'université, avec comme mesures concrètes :

- La création d'une trentaine de grands pôles universitaires où seront généralisés les partenariats et où sera développée la part de la recherche pour les prépas (les TIPE, travaux d'initiative personnels encadrés, deviendraient des projets de recherche étudiante en lien avec les laboratoires de recherche).

- Chaque étudiant devra s'acquitter des droits d'inscription à l'université (180 euros).

- Les profs de prépa seront amenés (volontariat ?) à assurer une partie de leur enseignement à l'université.

- Il est question dans le rapport LE DEAUT d'augmenter encore la part des admissions parallèles en diminuant le nombre de places en prépas. Ce point sera-t-il repris dans la loi ?

Il est trop tôt encore pour savoir si cette loi favorisera une véritable coopération entre prépas et université ou si elle constituera le premier acte de la banalisation et de l'escamotage (en douceur) des classes préparatoires. En tout cas, présenter la situation comme si seules les classes préparatoires avaient quelque chose à apprendre de l'opération n'est pas de bon augure. S'il est vrai que les prépas ont tout à gagner en s'ouvrant davantage à la recherche (à condition de ne pas mettre la charrue avant les bœufs), pourquoi l'Université ne s'inspirerait-elle pas de notre culture de l'exigence, de l'effort et de nos méthodes d'encadrement et de suivi qui sont les conditions indispensables à une véritable promotion individuelle et sociale ? Affaire à suivre...

Marc LABIT

Professeur de classes préparatoires au lycée Thiers.



*Syndicat Indépendant Académique
de l'Enseignement Secondaire
Aix-Marseille*

*Syndicat Indépendant - national -
de l'Enseignement du Second degré*

**Le SIAES et le SIES
sont affiliés à la
Fédération Autonome
de l'Education Nationale**